

RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF (en visioconférence)

17 juin 2020

Déclaration politique sur la pandémie de coronavirus

« Unité et lutte pour un avenir juste et meilleur »

Échec du système en place

Alors qu'on croirait que tout a changé depuis le début de la pandémie du nouveau coronavirus, en réalité, rien n'a changé. La crise sanitaire mondiale a mis en évidence les failles du système économique mondial. À nous d'intervenir pour changer la donne. Le monde est en crise et ce n'est pas la première fois. Le mouvement syndical a traversé de multiples crises mais, cette fois, c'est différent, et les répercussions sur les travailleurs organisés à travers le monde sont profondes.

Les effets de la pandémie de COVID-19 varient selon les travailleurs et les communautés. L'impact est disproportionné sur les groupes qui étaient déjà désavantagés avant l'apparition de la pandémie : les travailleuses pauvres, les travailleurs précaires, les travailleurs de l'économie informelle, les communautés indigènes, les travailleurs migrants et les minorités, notamment. Et plutôt que de faire face comme il convient à cette catastrophe sanitaire et économique, nombre de dirigeants populistes et autocratiques s'obstinent dans le déni. La politique de la déraison reflète leur impuissance à relever ce défi de manière adéquate. Dans le même temps, l'occasion est donnée de remettre en question leur pouvoir et d'exiger de véritables réformes sociales. En tant que syndicats et membres de la société civile, nous devrions en prendre la responsabilité de manière résolue.

À mesure que nous nous remettrons des conséquences sanitaires, économiques et sociales de cette pandémie, nous devons éviter de revenir au statu quo. Au lieu de cela, il est impératif de faire émerger un monde nouveau et plus juste qui soit capable de s'attaquer aux niveaux inacceptables d'inégalité, à l'absence de protection sociale et à la catastrophe climatique imminente, tout en garantissant des conditions de vie et de travail décentes pour la majorité.

La crise économique de 2008-2009 provoquée par le comportement criminel des industries bancaires et financières mondiales avait donné lieu à un moment rare où des questions ont été posées et prises au sérieux, à propos des structures, des institutions et des hypothèses qui sous-tendent l'économie mondiale. Malheureusement, ce moment a passé sans qu'aucun changement sérieux n'ait été apporté. Aujourd'hui, alors que des centaines de milliers de personnes perdent la vie, ce n'est pas le moment de laisser le marché décider. Nous ne pouvons pas permettre qu'une fois de plus, les travailleurs soient contraints de payer le prix de la crise. Le statu quo ne peut tout simplement pas perdurer. Le système actuel n'est pas viable et doit être transformé.

Selon les estimations du Fonds monétaire international (FMI), en 2020, le PIB mondial devrait reculer de 3 % en moyenne et de 6,1 % dans les économies les plus avancées. Selon l'OIT, 300 millions de personnes auront perdu leur emploi dans l'économie formelle d'ici le milieu de l'année.

Ces estimations soulignent le véritable défi que représente la pandémie de COVID-19 pour les objectifs de développement durable des Nations Unies visant à l'élimination de la pauvreté à l'horizon 2030. En effet, pour la première fois depuis 1990, la pauvreté mondiale menace d'augmenter. Qui plus est, en fonction du seuil de pauvreté, cette augmentation pourrait représenter un retour en arrière de près d'une décennie dans les progrès réalisés de par le monde en matière de réduction de la pauvreté. Dans le cas de figure le plus extrême, à savoir une contraction de 20 % des revenus ou de la consommation, le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté pourrait grimper de 420 à 580 millions, au regard des derniers chiffres officiels enregistrés pour 2018, selon Oxfam.

Les inégalités femmes-hommes préexistantes dans le monde du travail et dans nos sociétés se sont accentuées et exacerbées, mettant en péril les fragiles avancées réalisées au cours de ces dernières décennies.

La crise du coronavirus met en évidence les nombreuses failles de nos structures économiques et l'échec du modèle de mondialisation. Les menaces pour la santé et la vie et leurs conséquences sociales et économiques ont également mis en évidence l'inégalité mondiale croissante et immorale. L'humanité est confrontée à une crise mondiale sans précédent qui a des répercussions sur ses composantes sociales, économiques et climatiques, faisant peser de graves menaces sur la démocratie, notamment sous forme d'un déficit de gouvernance mondiale. Nous avons besoin d'un nouveau contrat social et d'un modèle de développement centré sur l'humain.

Plus d'austérité, mais des politiques industrielles durables

Des années de politiques d'austérité et de réduction des dépenses publiques ont réduit à néant les services sociaux essentiels, y compris nos systèmes de santé. Le monde doit investir dans des services publics de qualité, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation. Le moment est venu de reconstruire nos systèmes économiques, productifs et sociaux de manière à les rendre plus résilients. La reconstruction des services publics nécessitera des milliards de dollars d'investissements.

La désindustrialisation amorcée depuis plusieurs décennies et la dépendance aux réseaux mondiaux de production et d'échange ont pratiquement réduit à néant notre capacité à produire ou à réquisitionner à court terme des biens essentiels, qu'il s'agisse de nourriture ou d'équipements de protection individuelle – et même de produits pharmaceutiques et médicaux de base. Une reconversion des industries, telle qu'elle a été amorcée dans bon nombre de secteurs d'activité que nous représentons lorsqu'il a fallu approvisionner la ligne de front, peut également s'avérer utile à l'heure de définir des politiques industrielles durables. Ces politiques doivent guider les Plans de relance économique et les mesures ciblant les lieux de travail, qui font partie de nos revendications urgentes, sans quoi nous risquons de causer des préjudices supplémentaires à la société et à l'environnement.

Un rôle historique pour le mouvement syndical

Avec la crise du coronavirus, une occasion s'offre à nous de remettre en cause un système économique régi par des capitalistes vautours et caractérisé par la privatisation débridée des

richesses et la socialisation des coûts, aggravant par là même son impact sur la santé humaine et environnementale. À l'instar des crises précédentes, la crise que nous traversons aujourd'hui prouve une fois de plus que les travailleurs ne peuvent compter que sur leur propre force et sur leurs syndicats pour défendre leurs moyens d'existence. En intensifiant les actions de solidarité et en défendant vigoureusement la santé et la sécurité, l'emploi et les revenus des travailleurs, les syndicats peuvent assumer à nouveau leur rôle de premier plan dans la conduite de l'agenda mondial.

IndustriALL Global Union doit continuer à lutter

Dans le contexte de la crise actuelle, une occasion s'offre aux syndicats, aux mouvements progressistes et aux partis politiques de construire une société nouvelle. Si IndustriALL Global Union tient à en faire partie, nous devons veiller à ce que notre organisation puisse organiser des campagnes et des actions et apporter les solutions dont les travailleurs ont cruellement besoin.

S'il va de soi que ce processus devra être mené à bien dans le cadre des structures syndicales qui constituent notre réalité existante, cela ne signifie pas, pour autant, que nous en soyons pleinement satisfaits. Nos actions doivent être régies par un ensemble de principes, dont : s'organiser, rallier les personnes à notre cause, regrouper les syndicats pour créer des organisations plus puissantes dans les secteurs et les industries plutôt que des organisations fragmentées, afin de créer sur les lieux de travail une force qui soit capable de faire front au capital.

Nos grands principes doivent être :

- S'organiser autour des besoins tangibles des travailleurs à travers le monde ;
- Agir pour faire naître l'espoir, et redonner de l'espoir à ceux qui sont peut-être en train de sombrer dans le désespoir ;
- Travailler pour un salaire décent qui soit en adéquation avec les compétences croissantes des travailleurs ;
- Lutter contre la croissance continue de l'emploi précaire sous toutes ses formes, y compris le faux travail indépendant ;
- Revendiquer une vie meilleure pour les travailleurs, leurs familles et leurs communautés ;
- Lutter pour des services publics universels et des investissements publics dans un avenir durable ;
- Défendre et faire progresser l'égalité femmes-hommes dans le monde du travail et au sein de nos sociétés ;
- Assurer un leadership à nos communautés, à nos nations et donner une voix aux plus démunis.

Les demandes d'IndustriALL Global Union

Dans l'immédiat, la liste des demandes d'IndustriALL Global Union doit inclure au minimum :

Santé et sécurité des travailleurs :

- IndustriALL Global Union doit continuer à traiter la santé et la sécurité au travail comme un enjeu qui relève à la fois des droits des travailleurs et de la responsabilité des employeurs eu égard au droit à être informé, à arrêter un travail dangereux et à participer.
- La protection de la santé et de la sécurité des travailleurs doit être reconnue comme un droit fondamental.

- La maladie à coronavirus (COVID-19) doit être reconnue comme une maladie professionnelle.
- L'OIT doit adopter une nouvelle convention sur la protection contre les risques biologiques.
- Les employeurs doivent négocier avec les syndicats en vue d'un redémarrage sûr de la production.
- Des conditions de travail sûres sont également essentielles pour les travailleurs de la chaîne d'approvisionnement, où une nouvelle vague de COVID-19 mettrait en péril l'ensemble de la production. Les multinationales doivent elles aussi assumer la responsabilité de leurs chaînes d'approvisionnement.

Influencer la gouvernance mondiale pour l'emploi et le travail décent :

- Toutes les institutions intergouvernementales et tous les pays doivent inscrire l'emploi et le travail décent au centre des politiques macroéconomiques, parallèlement à un allègement urgent de la dette, afin de permettre aux pays en développement de lutter contre la pandémie de coronavirus et de faciliter une reprise durable après la crise.
- Les institutions financières internationales doivent immédiatement annuler ou suspendre le paiement de la dette des pays les moins avancés.

Lutte pour une protection sociale universelle et des services publics de qualité :

- Un effort mondial et coordonné doit être mis en place pour parvenir à une protection sociale universelle.
- L'impact social et économique sur les travailleurs et leurs familles doit être atténué.
- Les mesures doivent inclure des subventions aux salaires et l'extension des allocations de chômage et des congés de maladie payés à tous les travailleurs, y compris les travailleurs temporaires, les indépendants, les travailleurs de plate-forme et les travailleurs de l'économie informelle, notamment les travailleurs migrants.
- Les gouvernements et les employeurs doivent atténuer les difficultés posées par la crise à travers la prise rapide de mesures d'aide et de mesures législatives destinées à protéger et réglementer le flux de travailleurs migrants, tant à l'intérieur des frontières d'un pays qu'au niveau international ;
- De même, l'accès à des soins médicaux et à des médicaments de qualité doit faire partie des droits de toute personne.
- Une coopération est nécessaire à l'échelle mondiale pour financer la protection sociale pour tous et aider les nations les plus pauvres à faire face à la pandémie.
- Les gouvernements nationaux doivent étendre la protection sociale en fournissant un revenu universel et une assurance médicale pour protéger tous les travailleurs, y compris ceux qui n'ont pas d'emploi formel, et leurs familles.
- Les services publics de qualité doivent être renforcés à l'aide d'investissements visant à garantir l'accès universel aux soins de santé, à l'eau, à l'assainissement, à la nourriture et au logement, avec des garanties que ces systèmes sont correctement dotés en personnel et que les droits des travailleurs sont respectés.
- L'accès à des services de garderie publics de qualité devrait être garanti pour tous afin d'alléger la charge qui pèse sur les épaules des femmes.

Lutte pour la démocratie et les droits fondamentaux des travailleurs

- Les conventions de l'OIT et la jurisprudence qui les accompagne, y compris la santé et la sécurité au travail, doivent être respectés et mis en œuvre.
- En appliquant ces politiques, les gouvernements et les employeurs doivent respecter les droits des travailleurs à la liberté syndicale et à la négociation collective et s'abstenir de toute forme de discrimination ;

- Une attention particulière doit être accordée à la protection des femmes et des groupes les plus vulnérables, tels que les enfants, les migrants, les réfugiés et les personnes travaillant dans le secteur informel.
- Compte tenu de l'impact disproportionné manifeste de la maladie à coronavirus (COVID-19) sur les femmes, les enfants, les personnes handicapées, les minorités ethniques et religieuses, les migrants, les réfugiés et les autres groupes marginalisés, des mesures spécifiques doivent être prises afin de protéger leurs droits.

Réglementation des chaînes d'approvisionnement mondiales non durables :

- Une remise en cause du modèle d'échange et de production mondial s'impose, dès lors que la crise a mis en évidence les risques énormes pour les droits des travailleurs dans les chaînes d'approvisionnement mondiales non réglementées ;
- La diligence raisonnable obligatoire en matière de droits humains et des travailleurs doit être réglementée aux niveaux international et national par le biais d'une législation contraignante.
- Les entreprises multinationales doivent soutenir leurs fournisseurs en leur permettant également de gérer les cycles afin de sauvegarder les emplois.

Défendre des politiques industrielles durables et protéger les emplois industriels :

- L'industrie doit continuer à être le moteur des économies nationales. Les ressources mondiales doivent être affectées à l'économie réelle. Les investissements dans l'industrie doivent être encouragés et facilités.
- Les programmes de relance déployés les agences intergouvernementales et les gouvernements doivent être soumis à la condition sine qua non du maintien de l'emploi, sur la base d'une transparence fiscale totale.
- Des politiques de transition juste doivent être mises en œuvre pour éviter les effets du changement climatique, de la transition numérique et d'autres facteurs de changement. Une « reprise verte » est une opportunité qui doit figurer au cœur des politiques industrielles durables.

Lutte pour l'égalité femmes-hommes

- Une représentation équitable des femmes dans la prise de décision à tous les niveaux est indispensable. L'intégration des femmes dans la réponse à long terme à la crise actuelle, ainsi que la collecte de données ventilées par sexe sur l'impact de la crise, constitue une nécessité absolue.
- Il convient de s'attaquer aux écarts entre femmes et hommes dans le monde du travail, y compris l'écart de rémunération, de même qu'à la ségrégation des femmes dans les secteurs faiblement rémunérés et les emplois précaires.
- La ratification de la Convention 190 de l'OIT doit constituer une priorité de l'ordre du jour politique afin d'éradiquer la violence à l'égard des femmes, qui se sont vues exposées à un danger accru lors des périodes de confinement.

Garantir et protéger les droits des travailleurs dans le contexte de l'Avenir du travail

- Vu la place croissante qu'occupe le télétravail dans le contexte de la crise du coronavirus, il convient de protéger les droits et les intérêts des travailleurs dans toutes ces nouvelles formes de travail.
- La croissance rapide du télétravail et de l'utilisation des nouvelles technologies doit être encadrée par une réglementation et une protection adéquates, notamment au niveau de l'OIT, afin d'éviter la précarisation des conditions de travail.

Par conséquent, déterminés à garantir la poursuite d'un processus décisionnel respectueux des principes et des pratiques démocratiques, IndustriALL Global Union et ses organisations affiliées dans le monde entier soulignent l'importance de l'unité et de la lutte pour défendre et faire progresser les droits et les intérêts des travailleurs en cette période de pandémie. IndustriALL Global Union continuera à :

- Fournir une assistance à ses affiliés par l'échange d'informations, de guides généraux et spécifiques ; cette aide devrait inclure les communications à l'international, notamment une aide financière d'urgence pour l'achat de matériel de communication et de temps d'appel afin de maintenir le contact avec leurs membres et avec le mouvement syndical mondial ; à cette fin, IndustriALL privilégiera l'octroi de ressources en vue d'aider ses syndicats affiliés, en particulier dans les pays du Sud ;
- Œuvrer et coordonner les actions et les activités en collaboration avec la CSI et d'autres fédérations syndicales internationales pour organiser une lutte commune en faveur d'un nouvel agenda centré sur l'humain, principalement vis-à-vis des institutions multilatérales et, notamment, de l'OIT ; dans ce cadre, le Secrétariat fournira au Comité exécutif un aperçu de l'incidence de la pandémie sur les ressources, les opérations et les structures des autres syndicats mondiaux, ainsi que des possibilités de coopération renforcée et plus efficace avec ceux-ci, du point de vue d'une optimisation des ressources ;
- Prendre des initiatives dans ses secteurs pour limiter les impacts du coronavirus et trouver des solutions communes ;
- Interagir avec les entreprises multinationales pour les rendre responsables de leurs politiques et pratiques dans le cadre de leurs activités et de leurs chaînes d'approvisionnement dans le monde entier ; dans ce contexte, le Secrétariat continuera d'informer régulièrement le Comité exécutif et les affiliés au sujet des réponses apportées à la pandémie de COVID-19 par les entreprises signataires d'ACM, eu égard à leurs politiques et leurs pratiques ;
- Organiser des campagnes de solidarité et de soutien pour les affiliés en difficulté.
